

BANQUE DE FRANCE

TENDANCES RÉGIONALES

MARS 2024

Période de collecte :

du mercredi 27 mars 2024 au jeudi 4 avril 2024

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux entreprises et établissements de la région Grand Est qui participent à cette enquête mensuelle sur l'évolution de la conjoncture économique dans les secteurs de l'industrie, des services marchands, du bâtiment et des travaux publics.

CONTEXTE NATIONAL	2
SITUATION RÉGIONALE	3
SYNTHÈSE DES SERVICES MARCHANDS	10
MENTIONS LÉGALES	16

Contexte National

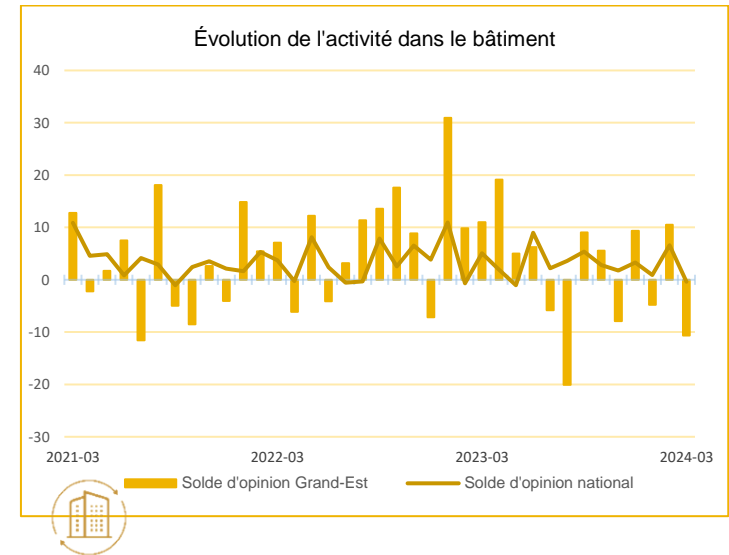
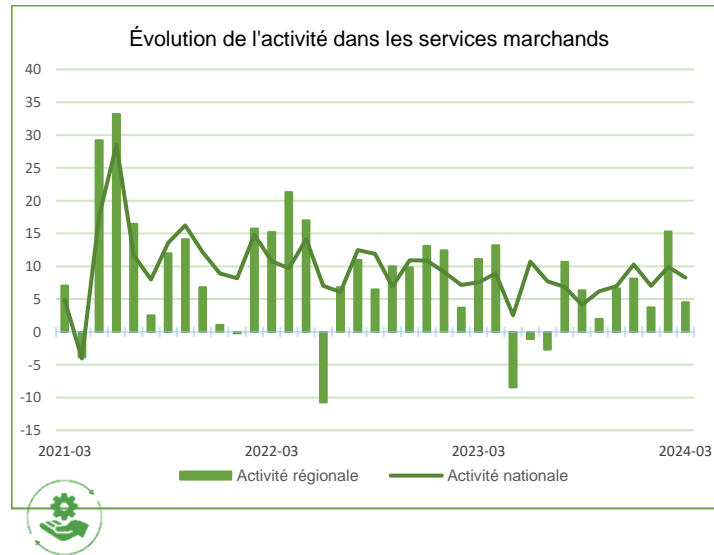
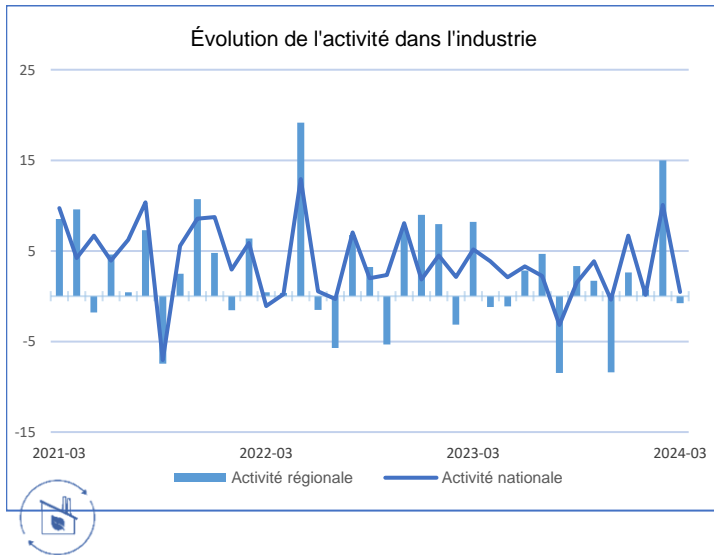
Selon les chefs d'entreprise participant à notre enquête (environ 8 500 entreprises ou établissements interrogés entre le 27 mars et le 4 avril), l'activité a progressé en mars dans les services marchands, notamment ceux orientés vers les ménages, et est restée stable dans l'industrie et le bâtiment. D'après les anticipations pour avril, l'activité progresserait de nouveau dans les services, plus légèrement dans l'industrie et se dégraderait dans le gros œuvre du bâtiment. Les carnets de commandes restent jugés dégradés dans quasiment tous les secteurs de l'industrie, à l'exception notable de l'aéronautique ; dans le gros œuvre du bâtiment, ils restent très en retrait par rapport à la période pré-Covid.

La modération des prix de vente se poursuit. Selon les industriels, les prix des matières premières diminuent à nouveau. Dans l'industrie et le bâtiment, la proportion d'entreprises ayant augmenté leurs prix ce mois-ci (respectivement 8 % et 5 %) se situe un peu en dessous de leurs niveaux des mois de mars d'avant Covid, alors que la proportion de celles indiquant des baisses de prix (respectivement 6 % et 11 %) est supérieure à celle de cette période. Dans les services marchands, la proportion d'entreprises indiquant une hausse de leurs prix (13 %) ne s'est pas encore complètement normalisée.

Les difficultés de recrutement se réduisent quelque peu, à un niveau encore élevé : 39 % des entreprises les mentionnent en mars (après 41 % en février).

Sur la base des résultats de l'enquête, complétés par d'autres indicateurs, nous estimons que le PIB progresserait au premier trimestre 2024 de l'ordre de + 0,2 %, après + 0,1 % au quatrième trimestre 2023. Cette hausse du PIB serait tirée par les services, la valeur ajoutée dans l'industrie et dans la construction étant estimée en baisse ce trimestre.

Situation régionale



En évolution, un solde d'opinion positif correspond à une hausse et inversement. Les soldes d'opinion agrégés se situent entre les deux bornes -200 et +200.
Source Banque de France

Points Clefs

La production stagne en mars et l'emploi **industriel** se dégrade. Les chefs d'entreprise de la région doivent composer avec un manque de liquidités et des carnets de commandes insuffisants. Les coûts des intrants suivent la tendance baissière amorcée depuis le début de l'année. Les prévisions sont teintées de prudence avec au mieux une stabilité des volumes fabriqués et un maintien du personnel.

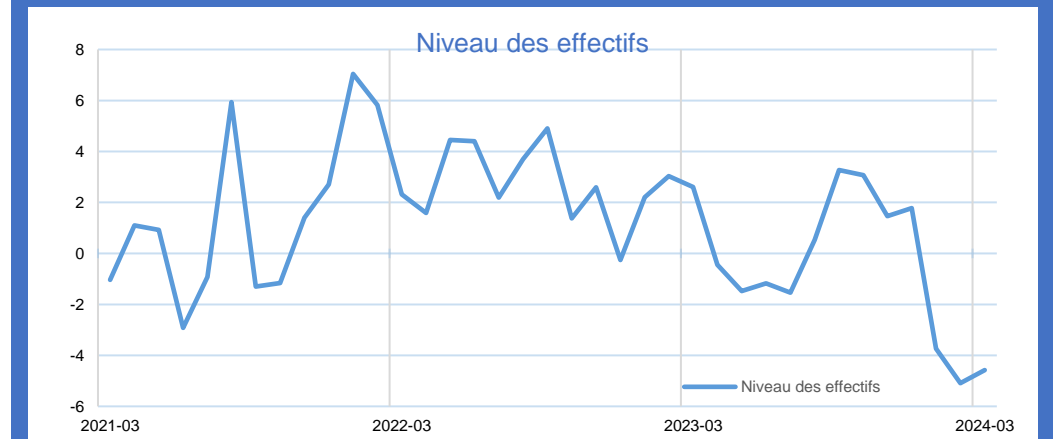
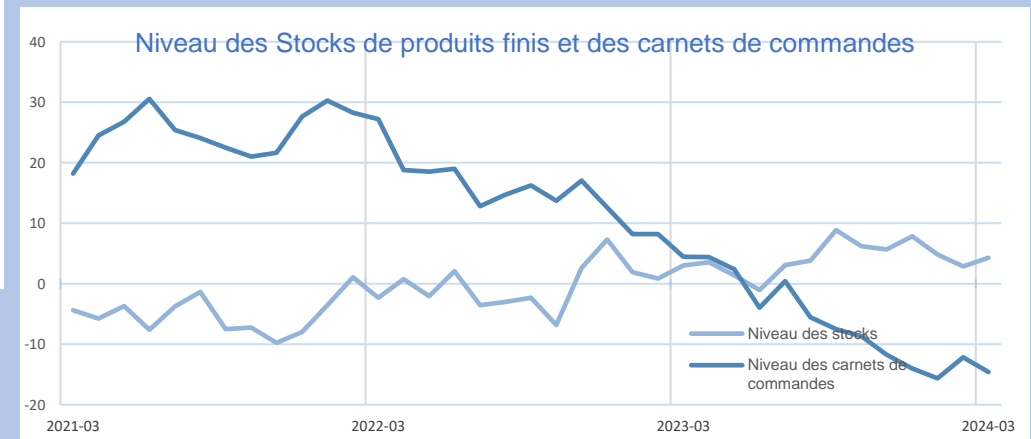
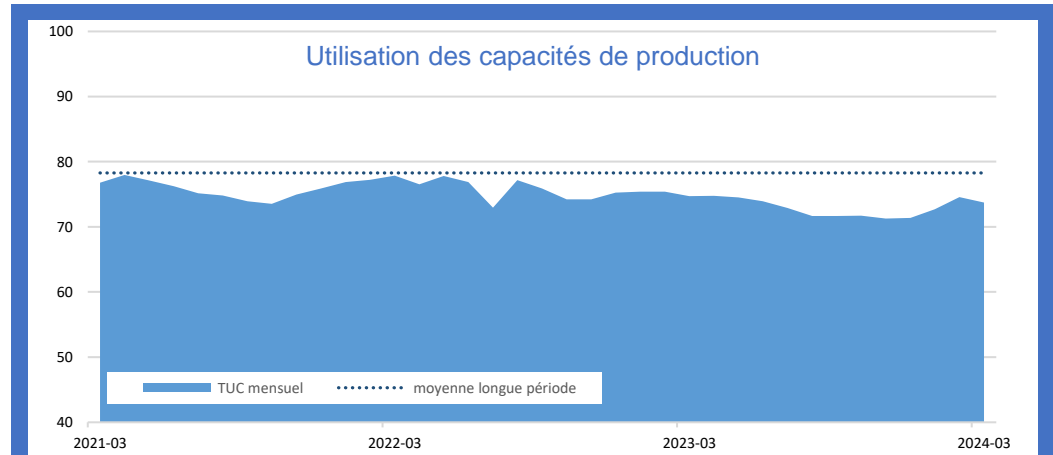
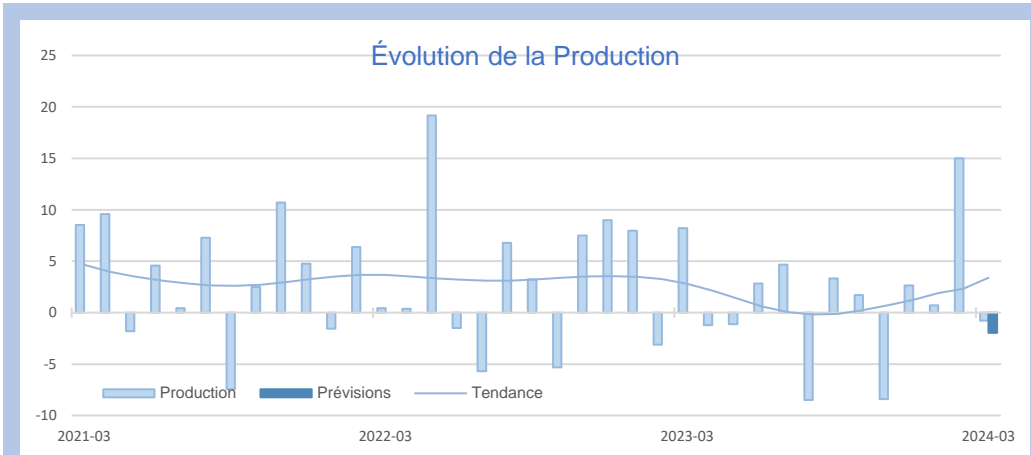
Pour le huitième mois consécutif, l'activité régionale croît pour les **services marchands**. Bien que certains postes ne trouvent pas toujours les candidats idoine, les dirigeants poursuivent leurs recrutements. Les prix des prestations augmentent modérément. Au global, les trésoreries s'avèrent en deçà de la normale et certains entrepreneurs évoquent des tensions. Les perspectives sont favorables, caractérisées par une hausse attendue de la demande et un renforcement des effectifs.

Dans le **bâtiment**, le nombre de mises en chantier diminue nettement. L'activité se maintient tant bien que mal pour le gros œuvre alors qu'elle fléchit pour le second œuvre. Les moyens humains sont préservés. Les carnets de commandes offrent une visibilité courte pour les acteurs du gros œuvre tandis que ceux du second œuvre sont un peu plus confiants pour les semaines à venir. Ainsi, les recrutements futurs s'opéreraient principalement sur cette seconde branche du bâtiment.



Synthèse de l'Industrie

Les évolutions de production sont hétérogènes : si les quantités fabriquées sont en retrait pour l'automobile, les fabricants électriques et électroniques, la métallurgie ou encore la plasturgie, les cadences augmentent fortement pour l'industrie agroalimentaire et pour la chimie (après une longue période calme). Les stocks s'établissent légèrement au-dessus des standards passés. Les prévisions sont peu favorables pour l'emploi et pour le courant d'affaires.

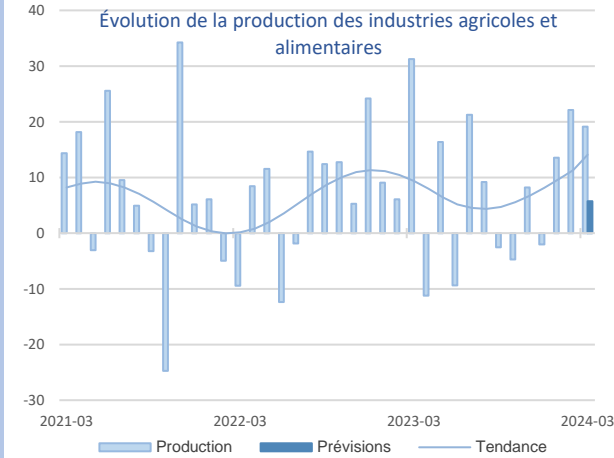


INDUSTRIE

INDUSTRIE

12,3 %

Part des effectifs dans ceux de l'Industrie (ACOSS 12/2022)



AGROALIMENTAIRE

La demande continue de croître mais sans impact suffisant sur les carnets de commandes. Les volumes produits augmentent avec des effectifs moindres. Les chefs d'entreprise, soucieux pour leurs liquidités, ont stoppé de nombreux contrats précaires. Les stocks sont jugés légèrement au-dessus des standards passés, notamment pour les produits laitiers. Les prévisions de production font état d'une augmentation des volumes, notamment pour la transformation de viande.

**Accroissement de la production.
Carnets en dessous des attentes.**

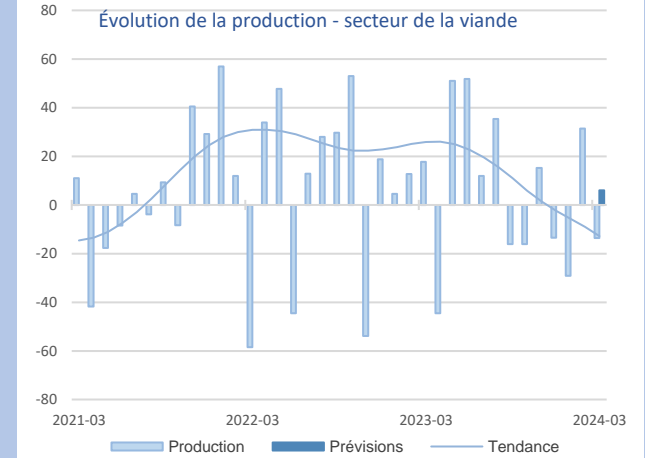
dont transformation de la viande

Le secteur enregistre une diminution des cadences de production suite à la baisse des entrées d'ordres. Les moyens humains se réduisent. Les stocks de produits finis s'établissent à un niveau conforme aux attentes. Les prix des intrants (porc et volaille) fléchissent modérément. Dans un souci de rentabilité d'exploitation et de diminution des tensions sur les trésoreries, les industriels du secteur ont augmenté leurs tarifs de vente. L'activité future s'oriente vers une progression des quantités fabriquées.

**Repli de la production
et de la demande.
Trésoreries fragiles.
Prévisions optimistes.**

14,7 %

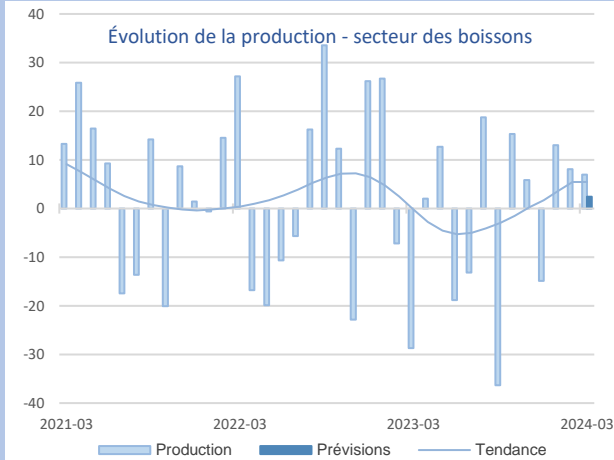
Part des effectifs dans ceux de l'agroalimentaire (ACOSS 12/2022)



DENRÉES ALIMENTAIRES



ET BOISSONS

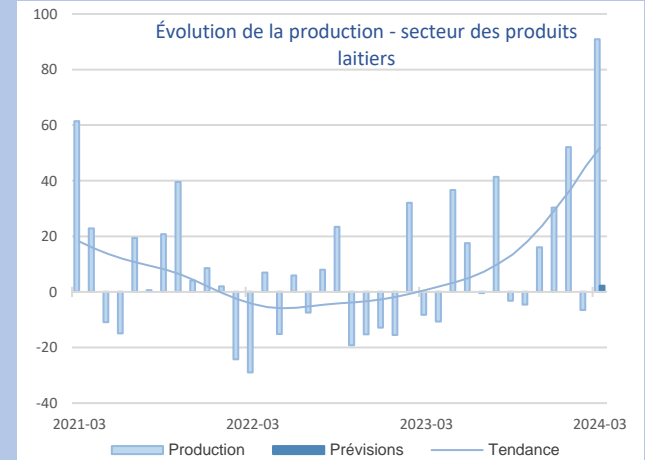


**Accélération des cadences.
Manque de liquidités.
Activité future plus élevée.**

Les cadences progressent, notamment pour les eaux de table. Les boissons alcoolisées (Champagne, malterie ou vins), quant à elles, marquent le pas en mars. Au global, les carnets de commandes s'avèrent insuffisants. Après plusieurs mois de revalorisations, les tarifs des produits finis sont revus une seconde fois à la baisse. Les effectifs diminuent et les professionnels du secteur envisagent de poursuivre cette démarche en avril. Une légère élévation du rythme productif est prévue. Les trésoreries demeurent en deçà des attentes.

**Nette hausse de la production.
Renforcement des effectifs.**

Après un creux en février, les volumes produits apparaissent en nette augmentation en mars. La collecte de lait a été particulièrement élevée et la demande s'avère soutenue. Pour y répondre, les industriels ont étoffé leurs équipes. Les prix des produits finis progressent. Malgré ces éléments favorables, les dirigeants évoquent un manque de consistance de leurs carnets de commandes et de leurs trésoreries. Les prochaines semaines seraient marquées par une croissance limitée de la production.



26,8 %

Part des effectifs dans ceux de l'agroalimentaire (ACOSS 12/2022)

dont fabrication de boissons

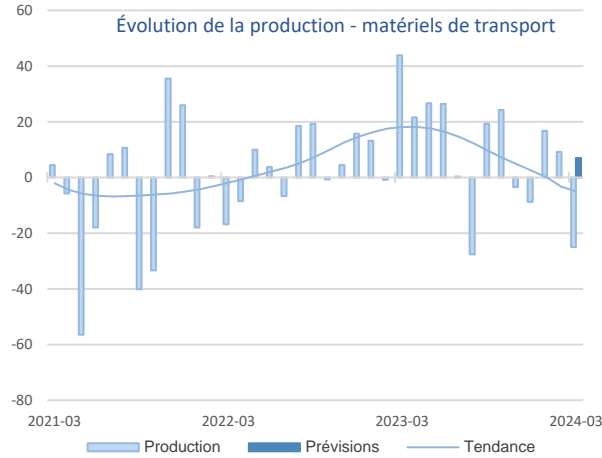
dont produits laitiers

12,6 %

Part des effectifs dans ceux de l'agroalimentaire (ACOSS 12/2022)

10,9 %
Part des effectifs dans ceux de l'Industrie
(ACOSS 12/2022)

MATÉRIELS DE TRANSPORT



La production diminue fortement en mars. La demande globale augmente, et les carnets de commandes sont jugés corrects. Les moyens humains sont revus à la baisse. Les prix des matières premières fléchissent légèrement et ceux des produits finis se maintiennent. Les stocks sont considérés comme en dessous du niveau attendu. Dans les semaines à venir, les chefs d'entreprise anticipent des rythmes productifs plus élevés.

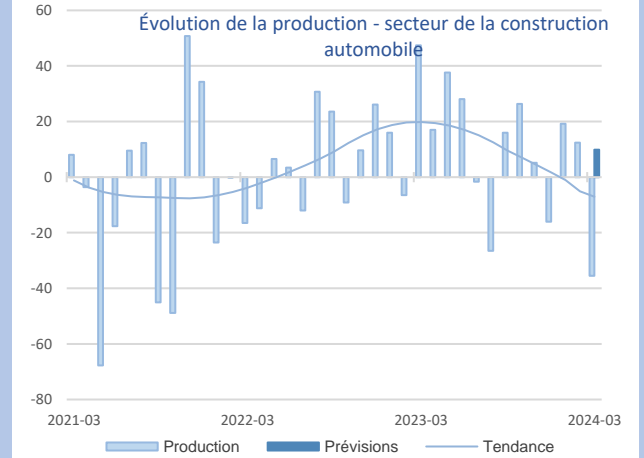
**Baisse des effectifs.
Tensions sur les
trésoreries.**

dont automobile

Les cadences de production sont freinées par des difficultés d'approvisionnement. Il en découle un repli des effectifs avec notamment un moindre recours aux intérimaires. Les entrées d'ordres, en progression, ne suffisent pas à retrouver des carnets de commandes convenables. Le coût des intrants diminue tandis que les prix de vente se stabilisent. Les équipes seraient réduites malgré une activité future croissante.

**Recul de la production.
Dégradation de l'emploi.
Prévisions d'activité
positives.**

89,1 %
Part des effectifs dans ceux du matériel de
transport (ACOSS 12/2022)

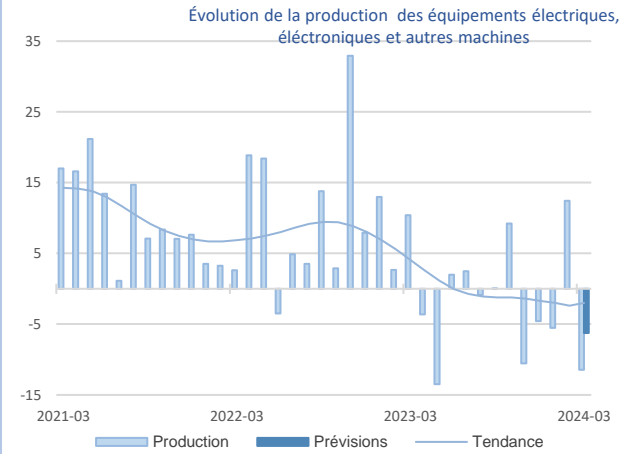


MATÉRIELS DE TRANSPORT



18,4 %
Part des effectifs dans ceux de l'Industrie
(ACOSS 12/2022)

ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ÉLECTRONIQUES MACHINES



En mars, la production baisse en raison de la faiblesse des entrées d'ordres. Les carnets de commandes manquent de consistance. Les coûts des intrants se détendent pour le sixième mois consécutif. Les industriels réduisent leurs ressources humaines. Les stocks de produits finis sont à l'équilibre. Les perspectives tablent sur une diminution de l'activité assortie de quelques embauches.

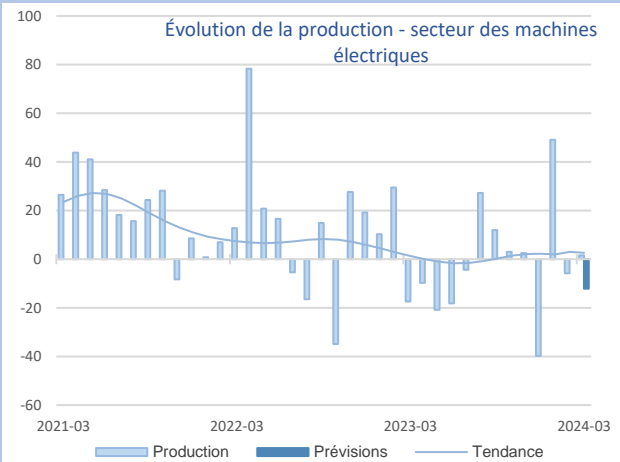
Baisse des volumes et de la demande. Détente sur le coût des intrants.



ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES



ET ÉLECTRONIQUES

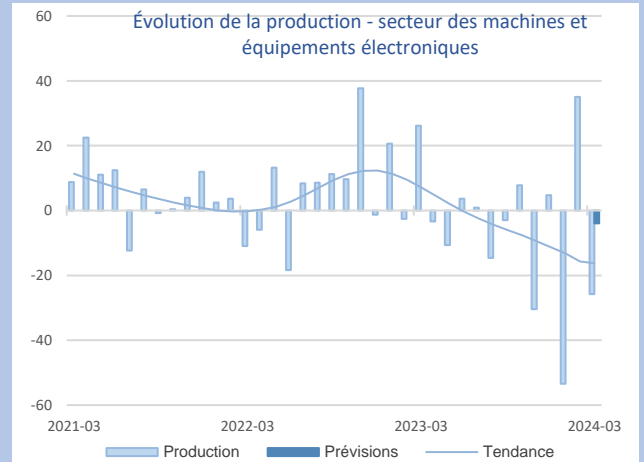


Carnets de commandes légèrement en deçà des attentes. Prévisions d'activité défavorables.

Les cadences de production progressent peu dans un contexte de stabilité de la demande. Les carnets de commandes sont légèrement en deçà de l'attendu. Les prix des matières premières régressent nettement depuis trois mois. Les tarifs de vente enregistrent quant à eux une hausse mesurée en mars. Les chefs d'entreprise renvoient à la baisse leurs moyens humains. Les stocks sont élevés depuis plusieurs mois. Dans ce contexte, les acteurs du secteur anticipent un recul d'activité en avril.

Production et commandes en baisse. Perspectives de production en recul.

L'activité connaît un fort ralentissement, induit par une demande atone, en particulier de la part du secteur de la construction. Les carnets de commandes manquent toujours de substance. Les coûts des intrants poursuivent leur baisse et ceux des produits finis se stabilisent. Le nombre de salariés s'érode. La tendance pour les semaines à venir s'oriente vers une légère contraction des rythmes productifs et une hausse des effectifs.



30,1 %
Part des effectifs dans produits electri, électro, optiques (ACOSS 12/2022)

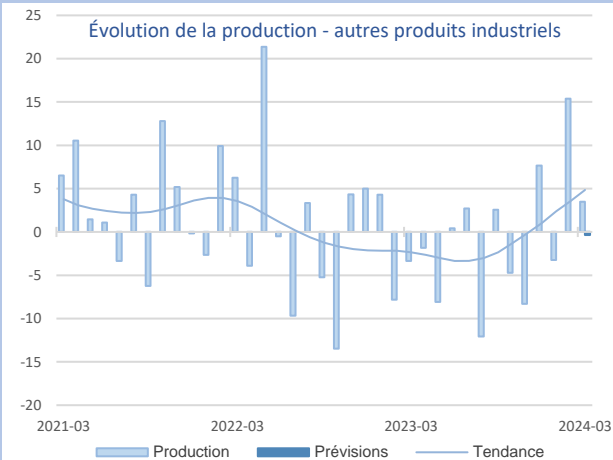
dont équipements électriques

dont machines et équipements

55,4 %
Part des effectifs dans produits electri, électro, optiques (ACOSS 12/2022)

58,4 %
Part des effectifs dans ceux de l'Industrie (ACOSS 12/2022)

AUTRES PRODUITS INDUSTRIELS



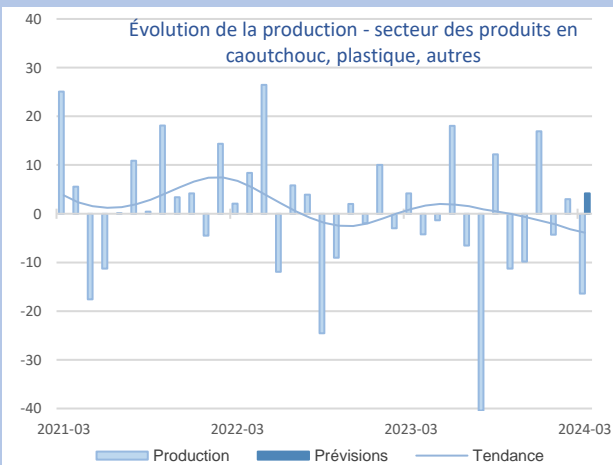
Malgré un rebond dans l'industrie chimique, le travail du bois, le papier et l'imprimerie, la demande demeure insatisfaisante dans l'ensemble des autres secteurs. Globalement, les cadences de production ont quelque peu augmenté. Toutefois, les produits en caoutchouc, plastique ainsi que la métallurgie enregistrent un recul des volumes fabriqués. Les tensions de trésorerie sont significatives, notamment en raison de l'allongement des délais de paiement. Les projections tablent sur une stagnation du volume d'affaires et un maintien de l'emploi en avril.

**Trésoreries tendues.
Demande insuffisante.**



Pour en savoir plus : en cliquant sur l'image ci dessus, vous accédez directement à la dernière enquête annuelle **Bilan et Perspectives 2021-2022**.

AUTRES PRODUITS INDUSTRIELS

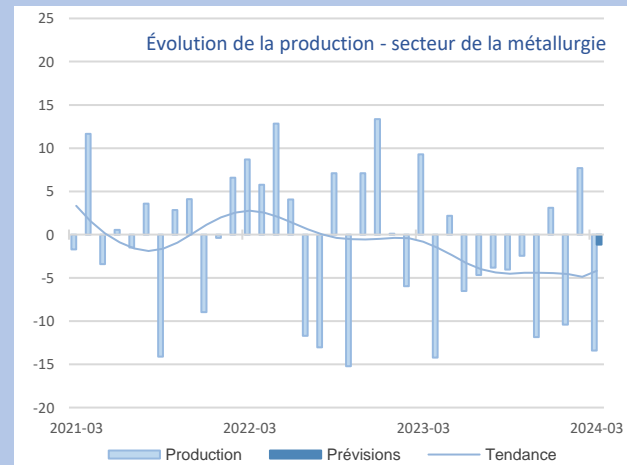


**Recul de l'activité.
Réduction des effectifs.**

Les commandes baissent pour le neuvième mois consécutif et la production régresse nettement. Dans ce contexte, les entreprises réduisent leurs effectifs intérimaires et les mises en activité partielle sont plus importantes. Les trésoreries s'avèrent tendues. Le coût des intrants s'affiche en recul significatif. Les prix de vente fléchissent légèrement. Dans les prochaines semaines, la production devrait augmenter modérément et l'emploi se stabiliser.

**Carnets très insuffisants.
Trésoreries tendues.**

La demande reste trop faible, notamment dans les secteurs du bâtiment et du machinisme agricole. La production s'affiche en baisse sensible. Les effectifs se maintiennent ; le recours à l'activité partielle est significatif. Le niveau des liquidités est très inférieur aux attentes. Les entreprises diminuent leurs stocks de produits finis jugés encore élevés. Les prix poursuivent une tendance baissière en achat comme en vente. À court terme, les prévisions tablent sur une stabilité de l'activité.



17,7 %
Part des effectifs dans autres produits industriels (ACOSS 12/2022)

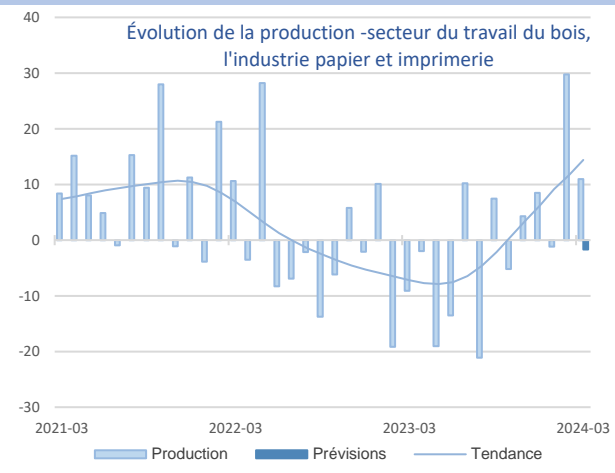
dont produits en caoutchouc, plastique et autres

dont métallurgie

10,3 %
Part des effectifs dans autres produits industriels (ACOSS 12/2022)

14,4 %
Part des effectifs dans autres produits industriels (ACOSS 12/2022)

dont travail du bois, industrie du papier et imprimerie

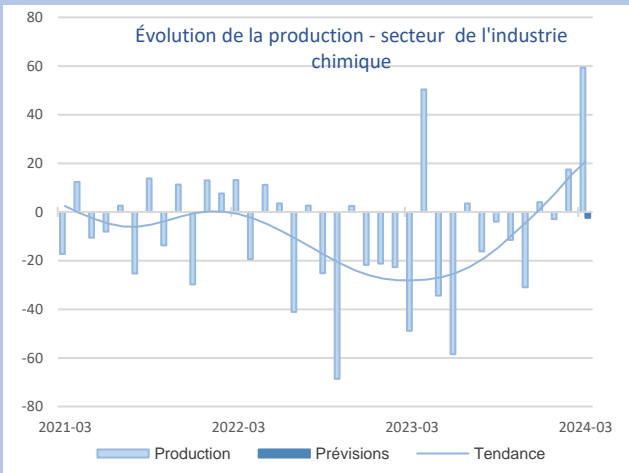


La production enregistre une nouvelle progression. Le rebond de la demande se confirme, à l'export comme sur le marché domestique. Toutefois, les carnets de commandes restent inférieurs aux attentes. Les prix de vente subissent une pression à la baisse alors que le coût des matières premières augmente légèrement. Les tensions de trésorerie s'amplifient, notamment en raison des difficultés de paiement de la clientèle. Après une légère érosion en mars, les effectifs devraient s'accroître dans les prochaines semaines.

**Rebond de la demande.
Détérioration des délais de paiement.**

dont industrie chimique

7,8 %
Part des effectifs dans autres produits industriels (ACOSS 12/2022)



Les volumes progressent fortement, notamment pour constituer des stocks de produits finis en prévision d'arrêts techniques. Les commandes enregistrent également une nette augmentation, mais les carnets restent très insatisfaisants. La concurrence étrangère tire les prix de vente vers le bas. Dans ce contexte, les trésoreries demeurent tendues. Les professionnels du secteur envisagent une légère baisse des cadences en avril, sans impact sur les effectifs.

**Hausse marquée de la production.
Forte pression sur les prix.**

AUTRES PRODUITS

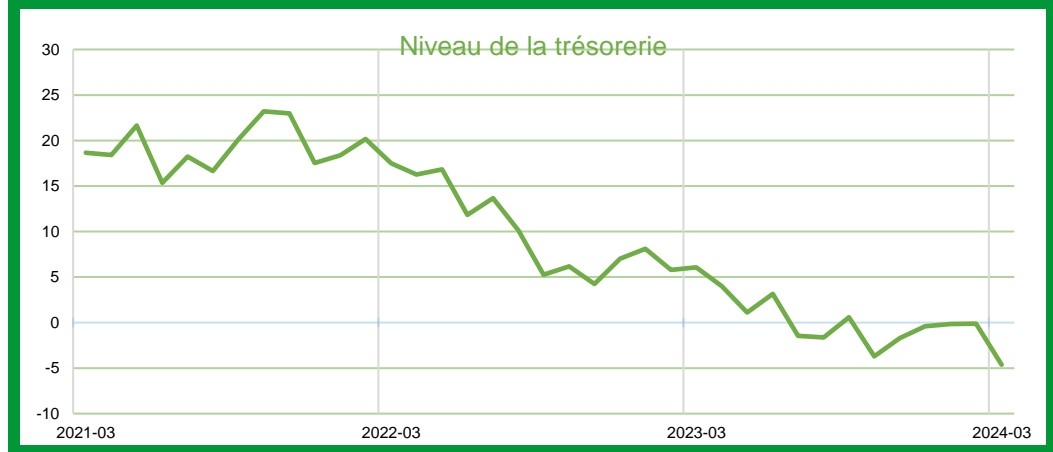
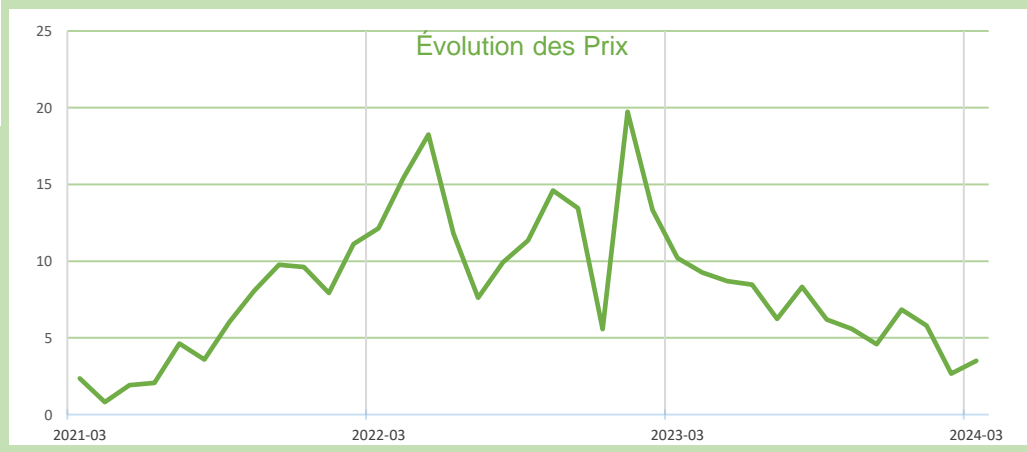
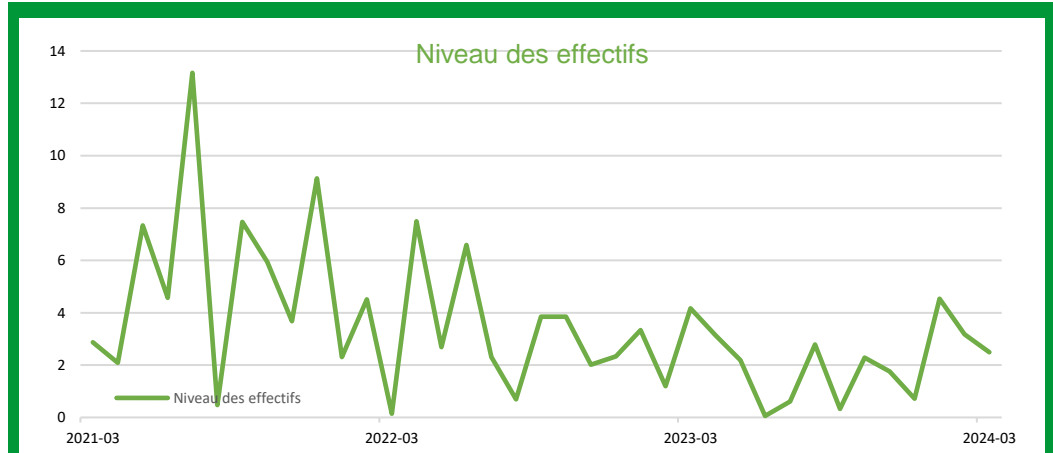
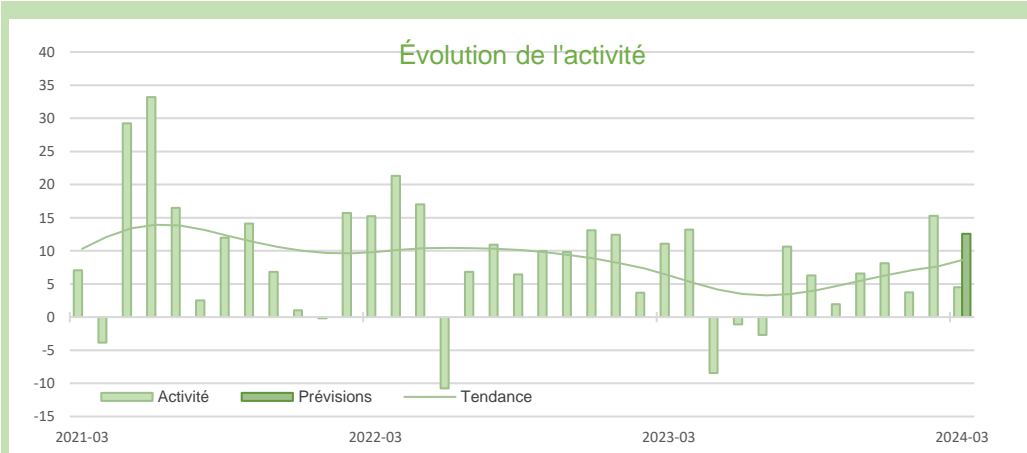


INDUSTRIELS



Synthèse des services marchands

Au global, le nombre de prestations continue de croître en mars. Seules deux branches font exception, il s'agit de l'information et communication et des activités d'ingénierie. Bien que les tarifs des prestations augmentent modérément, de nombreux dirigeants doivent composer avec un manque de liquidités. Les moyens humains s'étoffent pour la quasi-totalité des sous-secteurs. Les dirigeants prévoient une croissance de la demande et de l'activité.



Source Banque de France – SERVICES

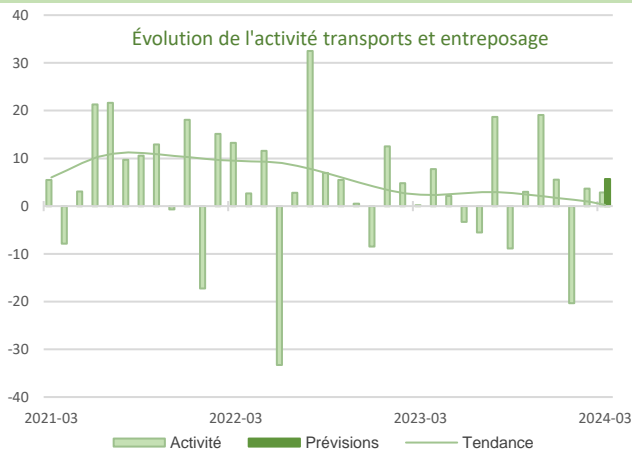
SERVICES MARCHANDS

SERVICES MARCHANDS

23,2 %

Part des effectifs dans ceux des services marchands (ACOSS 12/2022)

Transports et entreposage



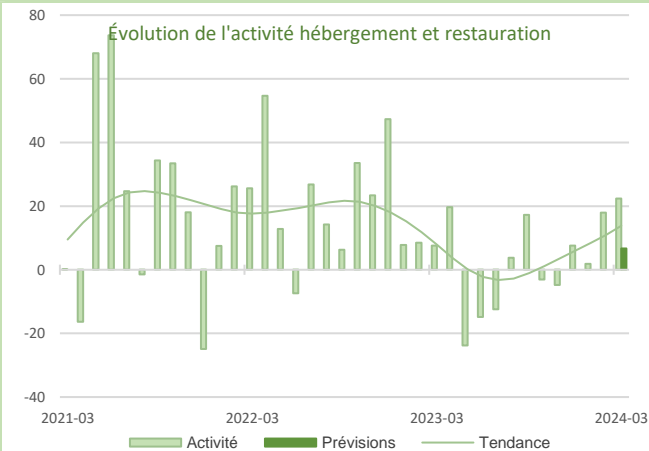
L'activité progresse très faiblement en mars du fait d'une demande plutôt inconsistante. Seuls les industriels de l'alimentaire accentuent leurs commandes. Les moyens humains sont analogues au mois précédent. Les tarifs des prestations connaissent une hausse limitée. Les trésoreries répondent aux besoins d'exploitation et sont jugées conformes aux attentes. Les perspectives s'orientent vers une activité plus soutenue en avril, accompagnée de recrutements.

Croissance modérée du courant d'affaires et activité future en hausse.

Hébergement et restauration

26,9 %

Part des effectifs dans ceux des services marchands (ACOSS 12/2022)



Tirés par la clientèle touristique et, dans une moindre mesure, par celle des affaires, les taux d'occupation croissent et permettent une augmentation de la fréquentation. Dans ce contexte favorable, les gérants décident d'effectuer des embauches. Les prix proposés évoluent peu et les trésoreries demeurent tendues. Les prévisions tablent sur une poursuite de l'élévation du volume d'affaires et un nouvel accroissement des effectifs.

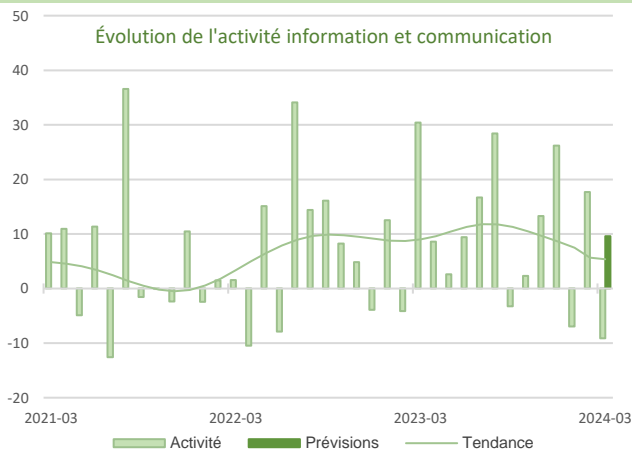
Augmentation des réservations et prévisions favorables y compris pour l'emploi.

SERVICES

MARCHANDS



Évolution de l'activité information et communication



Réduction de la demande et du nombre de prestations mais rebond attendu.

Les craintes émises en février par les professionnels du secteur quant à un resserrement des budgets de leurs clients, se sont révélées exactes. Ainsi, l'activité fléchit en mars. Pour autant, les dirigeants poursuivent la politique de recrutement amorcée en début d'année.

Les liquidités sont jugées convenables. Pour les semaines à venir, les chefs d'entreprise escomptent renouer avec une demande plus dynamique et une hausse de l'activité, notamment par le biais d'une légère baisse des tarifs.

6,8 %

Part des effectifs dans ceux des services marchands (ACOSS 12/2022)

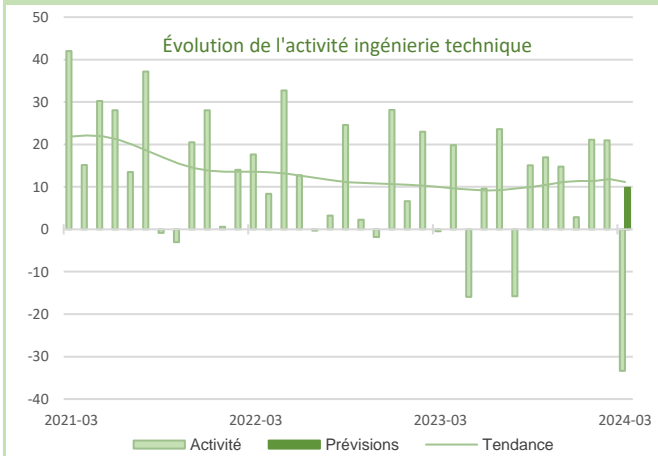
Information et communication

Pour en savoir plus : en cliquant sur l'image ci-dessous, vous accédez directement à la dernière enquête mensuelle du **commerce de détail**.



4,9 %
Part des effectifs dans ceux des services marchands (ACOSS 12/2022)

Ingénierie technique



Net repli de l'activité en mars : les entrées commerciales n'ont pas été bonnes et les entreprises en lien avec l'immobilier subissent une diminution de leur courant d'affaires. Les équipes demeurent inchangées. Les conditions tarifaires sont en baisse et cette tendance devrait s'accroître en avril. À court terme, les acteurs du secteur envisagent une augmentation du nombre de prestations. Les trésoreries sont jugées tendues.

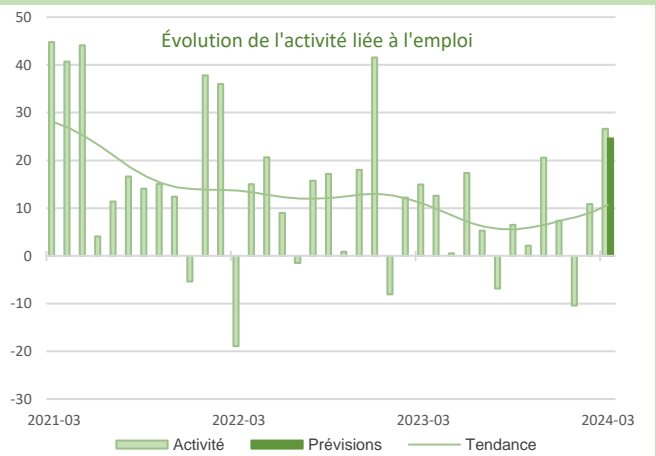
Fort recul du volume d'affaires et tension sur les prix et les trésoreries.

Activités liées à l'emploi

Grâce au dynamisme de la demande, notamment de la part de certains industriels, les chefs d'agence constatent une augmentation de nombre de missions en mars. Les tarifs sont revalorisés et viennent conforter des trésoreries déjà très satisfaisantes. Les semaines à venir devraient se caractériser par une nouvelle augmentation de l'activité et des entrées d'ordres.

Tendance favorable et perspectives bien orientées.

1,6 %
Part des effectifs dans ceux des services marchands (ACOSS 12/2022)



SERVICES



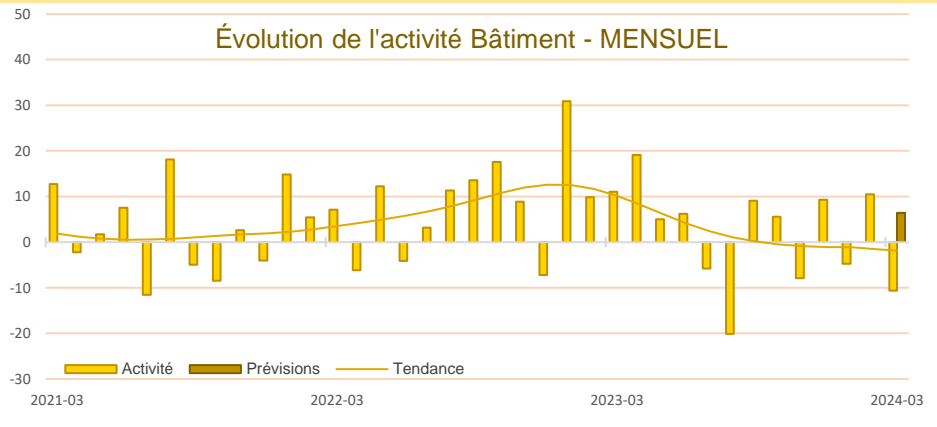
MARCHANDS



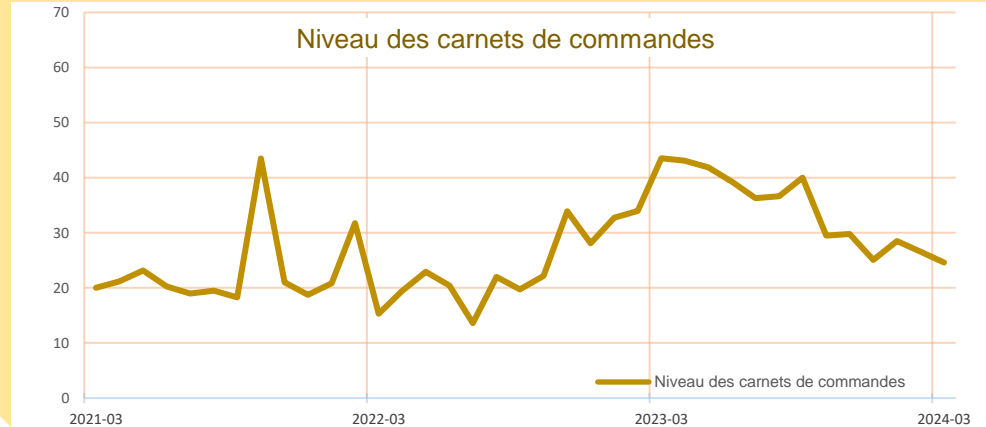
Synthèse du secteur Bâtiment

Si le secteur enregistre une baisse globale d’activité en mars, celle-ci se concentre surtout sur le second œuvre, freiné par un manque de dynamisme de la demande des particuliers. Ces derniers restent dans l’attente suite à l’annonce de la diminution des aides à la rénovation. Les carnets sont cependant considérés comme satisfaisants, voire confortables dans le second œuvre. Malgré la raréfaction de la demande et l’intensification de la concurrence, les prix des devis se tassent faiblement. Dans les semaines à venir, les prévisions s’orientent vers une progression des mises en chantier et des recrutements dans le second œuvre, à condition de trouver des profils adaptés. Une stagnation de l’activité et de l’emploi est par contre envisagée dans le gros œuvre.

Évolution de l'activité Bâtiment - MENSUEL



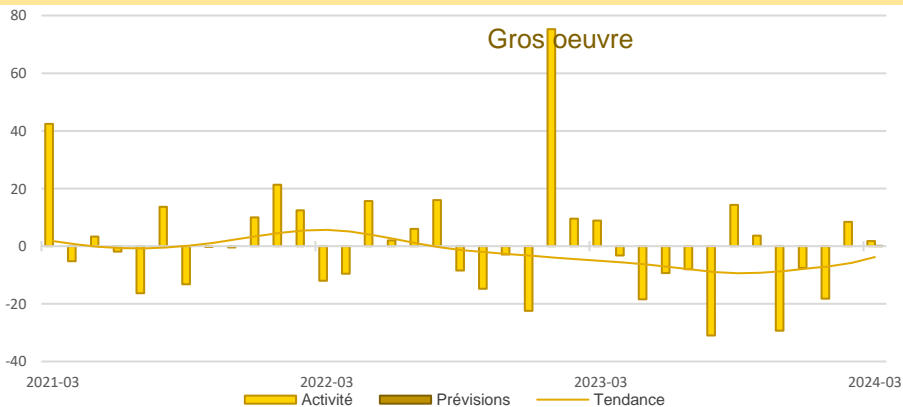
Niveau des carnets de commandes



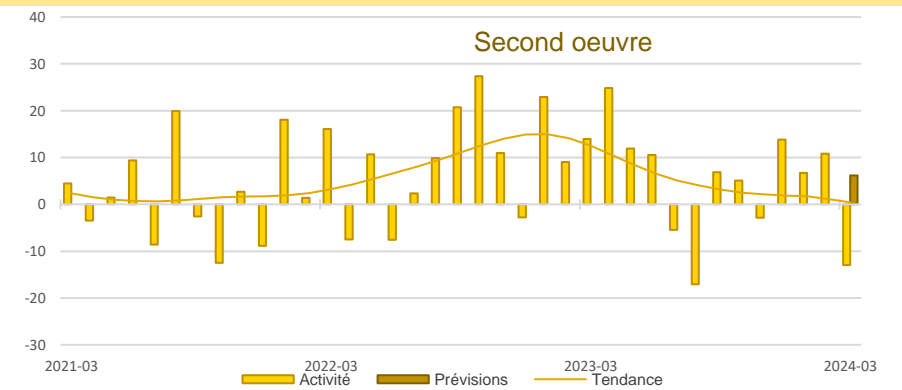
BÂTIMENT



Gros œuvre



Second œuvre





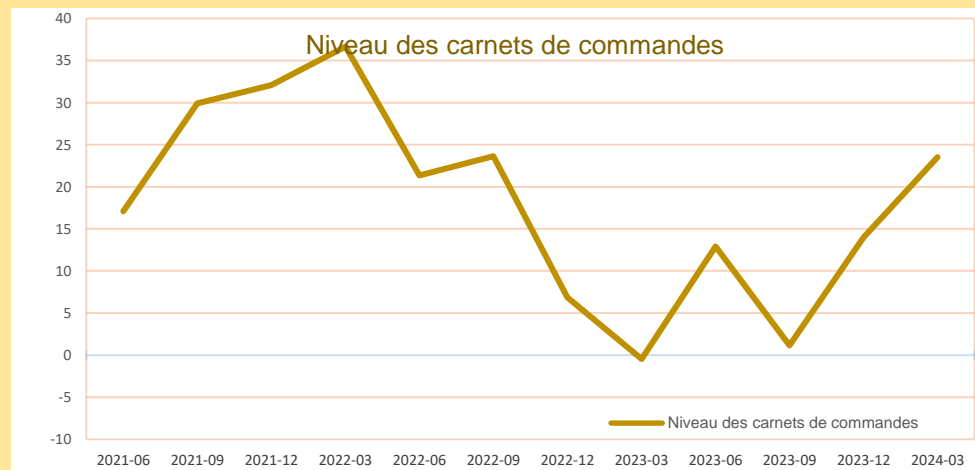
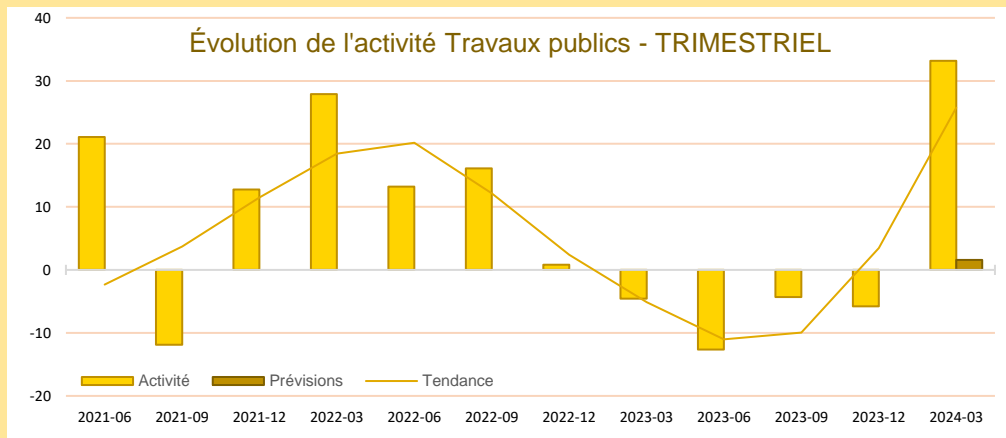
Synthèse trimestrielle du secteur Travaux Publics

19,8%

Part des effectifs des Travaux Publics dans ceux de la construction (ACOSS 12/2022)



L'activité du premier trimestre enregistre un net accroissement, qui apparaît néanmoins contrasté selon les secteurs géographiques. En effet, si la Lorraine s'avère dynamique, l'Alsace connaît plutôt un ralentissement avec la fin de gros chantiers (contournement de Strasbourg notamment). Les tarifs ont été revus à la hausse en début d'année, mais devraient régresser à court terme. Les carnets de commandes sont jugés confortables, portés principalement par la clientèle privée. Les effectifs s'étoffent, même si la totalité des postes offerts n'est pas pourvue faute de candidats idoines. Une légère progression du courant d'affaires est attendue dans les prochains mois, qui devrait s'accompagner d'embauches.




TRAVAUX PUBLICS

TRAVAUX PUBLICS

Source Banque de France – CONSTRUCTION





Publications de la Banque de France

Catégorie	Titre
 Crédit	Crédits aux particuliers Accès des entreprises au crédit Crédits par taille d'entreprises Financement des SNF Taux d'endettement des ANF – Comparaisons internationales Crédits aux sociétés non financières
 Épargne	Taux de rémunération des dépôts bancaires Performance des OPC - France Épargne des ménages Évolutions monétaires France
 Chiffres clés France et étranger	Défaillances d'entreprises
 Conjoncture	Tendances régionales en Grand Est Conjoncture Industrie, services et bâtiment Enquête sur le commerce de détail
 Balance des paiements	Balance des paiements de la France

**Banque de France
Service des Affaires Régionales**

3 place Broglie CS 20410 - 67002 - STRASBOURG CEDEX

 **03.88.52.28.71**

 region44.conjoncture@banque-france.fr

Rédacteur en chef

Laurent QUINET, Rédacteur en chef

Directeur de la publication

Laurent SAHUQUET, Directeur de la publication

Méthodologie

Enquête réalisée auprès d'environ 900 entreprises et établissements de la région Grand Est sur l'évolution de la conjoncture économique dans les secteurs de l'industrie, des services marchands, du bâtiment et des travaux publics.

Solde d'opinion :

- *Le solde d'opinion est un agrégat qui mesure la différence entre la proportion d'entreprises estimant qu'il y a eu progression ou amélioration et celles qui pensent qu'il y a eu fléchissement ou détérioration. Les notations chiffrées sont pondérées en fonction des effectifs de chaque entreprise au sein de sa branche, puis par les poids des effectifs respectifs des branches professionnelles.*
- *Il reflète au niveau agrégé les réponses données par les chefs d'entreprise suivant une échelle de notation à sept graduations (trois degrés d'opinion autour de la normale). Sa valeur est comprise entre - 200 et + 200.*

Les séries sont révisées mensuellement et prennent en compte les données brutes corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables.

*La **tendance** est une moyenne statistique calculée sur plusieurs mois glissants.*

*Les **effectifs ACOSS** sont les effectifs recensés par l'URSSAF et correspondent « au nombre de salariés inscrits au dernier jour de la période » renseigné dans la Déclaration Sociale Nominative (DSN) hormis certains salariés comme les intérimaires, les apprentis, les stagiaires...*